

3 Troisième partie L'Algérie et la France

3.3 Les débuts du Gouvernement général La Macta - La Sikkak Le Traité de la Tafna La Prise de Constantine

L'institution du gouvernement général était une preuve de volonté. Mais cette volonté était encore peu éclairée. On tenait par-dessus tout à éviter des dépenses et on en restait aux illusions du début : occupation de quelques points de la côte avec une banlieue suffisante pour permettre aux garnisons et aux citadins de se ravitailler tout en assurant leur sécurité. Pour le reste, on se flattait d'entretenir des relations acceptables avec les chefs du pays, on espérait même les amener à reconnaître la souveraineté de la France. Mais c'était tout. Programme évidemment inspiré par des souvenirs historiques, mais qui négligeait le fait important survenu depuis le temps des Romains : l'islamisation de l'Afrique du Nord. Qui négligeait aussi l'étendue et la vigueur des ambitions personnelles des deux principaux chefs de l'intérieur : le bey Ahmed à Constantine, l'Émir Abd el Kader en Oranie.

Le pouvoir du second paraissait singulièrement précaire, mais l'énergie de l'homme devait suffire à le consolider.

Sa tâche n'était pas facile. Ses ascendances maraboutiques, qui l'avaient d'abord servi, suscitaient contre lui les jalousies des familles qui fournissaient traditionnellement des chefs, et des chefs militaires. Abd el Kader avait comme rivaux et comme ennemis : El Ghomari, Cheikh des Angad, Mustapha ben Ismaël, des Douairs et Smela, Kaddour ben Mokhfi, des Bordjia, Sidi Larbi, des tribus du Chéelif. Il était facile d'exploiter contre l'émir le fait qu'il avait traité avec les infidèles : les conditions importaient peu.

Moins de deux mois après la signature du traité Desmichels, les Douairs et les Smela, renforcés des Angad, se jetaient sur le camp de l'émir à Hennaya, près de Tlemcen : Abd el Kader s'échappait presque seul et rentra à Mascara (12 avril 1834). La révolte s'étendit.

Le général Desmichels resta fidèle à la politique qui l'avait amené à traiter. Il refusa l'aide que lui demandaient les Douairs et les Smela. Il fournit des armes et de la poudre à Abd el Kader et lui donna des conseils d'ordre stratégique. L'Émir marcha contre ses adversaires : il battit Sidi Larbi à El Bordj, Mustapha ben Ismaël près de Tlemcen (1er juillet 1834). Il occupa cette dernière ville, mais ne put rien contre le Méchouar où les Turcs tenaient toujours et où les rejoignit Mustapha. Cet échec ne l'empêcha pas de rentrer à Mascara en vainqueur, maître du pays depuis les frontières du Maroc jusqu'au Chéelif. Avant la fin de l'année, il réussissait à s'emparer de Sidi Larbi et d'El Ghomari qui n'avaient pas voulu se soumettre : il les fit exé-

cuter. Son plan se précisa. Il organisa d'abord son domaine, qu'il partagea en deux khalifaliks, Tlemcen et Mascara, subdivisés en aghaliks, desquels relevaient les tribus commandées par des caïds. Le but de cet effort administratif était la reprise de la lutte contre les Français, comportant :

1. l'installation du pouvoir de l'émir dans le Tittery (Médéa, Miliana) ;
2. l'éviction d'Ahmed, le bey de Constantine, avec l'aide des chefs kabyles de la région de Bougie ;
3. enfin, l'expulsion des Français avec l'aide du sultan du Maroc.

Le nouveau gouverneur général s'opposa d'abord à l'effort d'Abd el Kader. A une proposition de l'émir tendant à rétablir l'ordre dans le Tittery et dans la province de Constantine, Drouet d'Erlon répondit de façon négative. Mais, sous l'influence du Consul d'Abd el Kader à Alger, Judas Ben Duran, ses conceptions subirent la même évolution que celle de Desmichels (qui avait été rappelé en janvier 1835 et remplacé par le général Trézel) : il ne réagit pas contre les entreprises de l'Émir.

Après avoir mis à la raison de nouveaux adversaires qui, cette fois, appartenaient à sa propre famille et étaient soutenus par la confrérie des Derkaoua, Abd el Kader occupa Miliana et Médéa (mars-avril 1835). Cette dernière ville, après avoir défait Hadj Moussa (Bou Hamar, l'homme à l'âne).

Drouet d'Erlon était retenu par les instructions venues de Paris, qui lui annonçaient qu'il n'aurait pas de crédits supplémentaires pour 1835 et que les crédits de 1836 ne seraient pas plus élevés. Mais le nouveau commandant à Oran se rendit compte des ambitions d'Abd el Kader, et il voulut y mettre des limites. Au moment de son arrivée, il avait été expliqué à l'émir que les notes du 4 février n'avaient pas de valeur officielle pour le gouvernement français source de difficultés certaines puisqu'Abd el Kader les considérait comme partie intégrante du traité.

Trézel, obligé de se soumettre aux ordres du gouverneur général, avait dû, au mois de mars 1835, refuser aux Turcs du Méchouar de Tlemcen l'aide qu'ils lui demandaient contre Abd el Kader. La manière dont celui-ci réalisait son monopole du commerce des grains, en empêchant le ravitaillement d'Oran, allait obliger Trézel à l'action, tandis que Drouet d'Erlon s'empêtrait dans une négociation, qui, si elle avait abouti, aurait étendu au Tittery les stipulations du traité Desmichels telles que les interprétait l'émir.

Les Douairs et les Smela continuaient à venir sur les marchés d'Oran. Ils offrirent à Trézel de jouer le rôle de tribu maghzen auprès des Français. L'arrestation de l'un d'eux sur l'ordre de l'émir les conduisit à la révolte ouverte contre lui. En dépit des instructions dilatoires de Drouet d'Erlon, Trézel jugea nécessaire de les soutenir : une convention fut signée le 16 juin au camp du Figuier, aux termes de laquelle les Douairs

et les Smela reconnaissaient la souveraineté du roi des Français (chefs nommés par celui-ci, tribut annuel). La reprise des hostilités était inévitable. A une lettre de Trézel Abd el Kader répondit par un ultimatum.

Le 19 juin 1835, Trézel s'était porté au camp du Tlélat avec 2.500 hommes de la garnison, peu entraînés et encombrés d'un lourd convoi. Le 26, il battit cependant Abd el Kader qui, avec 1.500 fantassins et 3.000 cavaliers, lui avait tendu une embuscade au bois de Moulay Ismaël, et s'établit sur la rive gauche du Sig. Après un essai de négociation, Trézel décida de rentrer à Oran.

Suivant l'usage qui fit longtemps le succès d'Abd el Kader, la route du retour fut funeste à la colonne française. Les contingents de l'émir avaient grossi. Ils atteignaient 1.000 hommes à pied seulement, mais 14.000 cavaliers. Au défilé de la Macta, Trézel, attaqué de tous les côtés, fut submergé sous le nombre ; sa colonne fut disloquée, son convoi pillé, ses blessés massacrés ; il réussit cependant à rentrer à Arzeu. Il avait perdu 254 tués, son convoi, son matériel, des armes, un obusier de campagne ; il ramenait 150 blessés (28 juin).

Cependant Lamoricière, arrivé d'Alger, ayant pu revenir d'Oran à Arzeu par terre à la tête de cavaliers Douairs et Smela, Trézel, avec les débris de sa colonne, rentra à Oran sans être inquiété. Il revendiqua la responsabilité de l'événement qu'on appela en France un désastre. Il fut rappelé.

Un prompt redressement était nécessaire. Le Maréchal Clauzel, premier successeur de Bourmont, et partisan déterminé de l'entreprise, remplaça Drouet d'Erlon, qui avait, dès le 27 juin, désavoué l'entrée en campagne de Trézel. Des renforts furent envoyés en Algérie, et avec eux un des fils du roi Louis-Philippe, le duc d'Orléans. Cependant il fallut attendre : le choléra s'était déclaré à Alger et les forces expéditionnaires ne se montaient qu'à 21.000 disponibles.

Les opérations commencèrent au mois de septembre par des travaux au camp du Figuier. En octobre, l'îlot de Rachgoun, à l'embouchure de la Tafna, fut occupé, et un régiment de renfort jeté dans Oran. Abd el Kader, inquiet, écrivit au Roi d'Angleterre pour lui demander son appui, et se livra à une intense propagande parmi les tribus. En même temps, il retira ses richesses de Mascara, et envoya sa famille dans le Sud.

Le corps expéditionnaire rassemblé par Clauzel à Oran avait un effectif de 10.000 hommes (brigades Oudinot, Perrégaux, d'Arlanges et Combe), renforcés de cavaliers Douairs et Smela, de fantassins turcs et des zouaves de Lamoricière. Il quitte le camp du Tlélat le 29 novembre. Le 1er décembre, l'envoi d'une reconnaissance contre Abd el Kader donne lieu à un vif engagement ; les Français restent maîtres de la situation, mais ils rentrent à leur camp. Le 3, Abd el Kader attaque sans succès la colonne ; il ne réussit pas mieux dans une embuscade auprès des marabouts de Sidi Embarek. Il ne put empêcher Clauzel de prendre pied dans la montagne et de déboucher sur le plateau d'Aïn Kebira (5 décembre). Ce fut le signal de la défection parmi les contingents d'Abd el Kader. Le pillage de Mascara commença. A cette nouvelle, Clauzel précipita sa marche, et entra dans la capitale de l'émir le 8 décembre.

Mais on ne discernait pas encore à cette époque la nécessité de la « présence ». Dès le 9, Clauzel quittait Mascara pour

rentrer à Oran, en passant par Mostaganem. Abd el Kader, qui avait été complètement abandonné, retrouva des partisans. Il résolut de s'emparer du Méchouar de Tlemcen. Il échoua de nouveau et ne défendit pas la ville contre un second corps expéditionnaire qui, parti d'Oran le 8 janvier 1836, entra dans la vieille cité le 13. Deux jours plus tard, Yusuf et Richepance avec 50 cavaliers Smela manquaient de peu Abd el Kader au cours d'une poursuite acharnée terminant une surprise du camp de l'émir bien menée par la brigade Perrégaux.

Clauzel pense alors à quitter Tlemcen. Il se dirige d'abord sur Rachgoun. Mais, après un violent combat avec Abd el Kader à Sebaa Chioukh (entre le confluent de l'Isser et de la Tafna, et la mer), il rentre à Tlemcen, poursuivi à coups de fusil jusque dans la ville : ce qui donne aux indigènes l'impression qu'ils ont remporté la victoire. C'est un nouvel événement favorable à la prédication de la guerre sainte qui s'étend jusque dans les ksours de Figuig.

Clauzel, de son côté, a la même impression de victoire. Il laisse à Tlemcen une garnison française, le bataillon de 500 volontaires commandé par Cavaignac, et rentre à Oran le 12 février ; il croyait « la guerre terminée » de ce côté. Il lui faut encore s'occuper des affaires du Tittery et du beylik de Constantine.

Le 30 mars, Clauzel partait de Boufarik en direction de Médéa. Il entra dans cette ville le 4 avril et en chassait le représentant d'Abd el Kader. Puis, estimant la question réglée, il rentra le 8 à Boufarik. Partisan des solutions énergiques, il décida d'en finir avec Ahmed, bey de Constantine. Il proclama sa destitution, nomma bey le commandant Yusuf. Celui-ci s'installa à Bône pour travailler politiquement les indigènes de la région. Clauzel, paralysé par les ordres extrêmement prudents venus de Paris, à la suite des discussions parlementaires, manquant de moyens, se résolut à faire un voyage en France pour exposer la situation et obtenir les renforts nécessaires. Il s'embarqua le 14 avril. Son dessein était de convaincre le gouvernement de la nécessité de prendre Constantine.

Du côté d'Abd el Kader, les choses étaient bien moins avancées qu'il ne le supposait. Dans la seconde quinzaine de mars, Perrégaux avait exécuté une brillante campagne parmi les tribus du Chélif. Il avait à peine tourné les talons pour regagner Mostaganem et Oran, que l'émir punissait sauvagement une de ces tribus, les Bordjia. De son côté, le bey de Médéa, n'étant pas soutenu, fut impuissant contre les partisans de l'émir qui lui reprirent la ville et l'envoyèrent à Abd el Kader. Dans la région d'Oran, le général d'Arlanges, investi de la mission de maintenir la liaison avec Rachgoun et Tlemcen, avait établi un camp à l'embouchure de la Tafna : il y fut immédiatement bloqué, et blessé au retour d'une reconnaissance (combat de Sidi Yakoub, 25 avril 1836).

La situation de l'émir se trouvait une nouvelle fois consolidée. Il recueillait de nombreuses soumissions jusque dans le Tittery. D'Arlanges, toujours bloqué au camp de la Tafna, demandait 2.000 hommes de renfort. Le ministre de la Guerre décida d'envoyer trois régiments sous le commandement du général Bugeaud ; en même temps l'escadre devait taire des démonstrations sur les côtes du Maroc.

Il ne s'agissait encore, pour le futur héros de la pacification

de l'Algérie, que d'une mission temporaire : mettre en état de défense le camp de la Tafna, fortifier Tlemcen puis rentrer à Oran. Bugeaud était alors âgé de 52 ans. Il avait pris part à la guerre d'Espagne de 1808 à 1814. Mis en demi-solde en 1815, il s'adonna à l'agriculture. Le gouvernement de juillet le nomma maréchal de camp, et il fut élu député de la Dordogne (1832). Il avait su gagner la confiance du Roi et avait l'oreille de la Chambre. Exécutant énergique et heureux, il allait, comme les autres, commencer par faire ses écoles en politique.

Les renforts débarqués au camp de la Tafna (4-6 juin) Bugeaud comprit la nécessité d'alléger les convois en remplaçant les voitures par des animaux de bât. De la Tafna, il gagna Oran par la côté. Le 19 juin, il se porta sur Tlemcen, qu'il atteignit le 24. Puis il rejoignit le camp de la Tafna, dont il jugea dès ce moment le maintien inutile. Il constitua un convoi pour (avitailler Tlemcen et se remit en marché le 4 juillet. Cette fois Abd el Kader était résolu à lui barrer la route. Bugeaud écrasa ses contingents à la Sikkak (6 juillet) et remporta un succès complet moyennant des pertes minimales (32 tués, 70 blessés).

Bugeaud ravitailla Tlemcen et rentra à Oran (19 juillet) Sa mission était remplie. Il se rembarqua peu après. S'il n'avait pas encore distingué clairement la politique à suivre, du moins était-il presque arrivé déjà à déterminer la tactique efficace ; il était partisan d'un « système de colonnes agissantes », seul capable de pacifier le pays. Au reste, des indigènes lui avaient dit : « Nous ne nous soumettrons que si les Français continuent à se montrer plus forts que l'émir. »

En rentrant en Algérie, Clauzel trouva la situation momentanément stabilisée dans l'Ouest. Mais, au centré et à l'Est, les difficultés étaient grandes et manifestes : la Mitidja continuellement ravagée par les incursions des Hadjoutes ; la région de Bône troublée par le contre-coup de la politique brutale de Yusuf qui déchaînait l'hostilité de tribus jusque là fidèles à la France.

Sans doute en souvenir des premiers principes adoptés à la fin de 1830, le gouverneur général persistait dans son dessein d'en finir avec Ahmed, de liquider le dernier vestige de la domination ottomane. Pour agir, il lui fallait des renforts. Il avait gagné à sa cause le président du Conseil Thiers. Mais la chute de celui-ci (25 août 1836) arrêta les choses. Molé, le successeur de Thiers, revint sur la promesse faite. Clauzel avait conçu un vaste plan comportant l'occupation de toutes les villes du Tell, la création dans chaque province d'un camp retranché autour duquel pourraient rayonner des colonnes mobiles. Ce plan, bientôt connu, amena Abd el Kader, en présence de la vulnérabilité de places comme Mascara et Tlemcen, à reporter ses bases plus au sud, et notamment sa capitale dans les ruines de Tagdempt.

L'expédition contre Constantine fut exécutée au mois de novembre. Désespérant d'obtenir des renforts, Clauzel avait offert sa démission. Puis, probablement dans l'idée de s'imposer par un succès et d'obtenir ainsi les forces nécessaires pour achever ensuite la pacification, il constitua avec les minces ressources dont il disposait un corps expéditionnaire de 7.000 hommes. Il était impossible d'entreprendre un siège régulier. Clauzel ne pouvait compter que sur un coup de force. Le coup

échoua. Il fallut battre en retraite (23 novembre 1836) dans de mauvaises conditions.

Clauzel rentra à Bône le 1er décembre, ayant perdu un septième de son effectif.

Son échec allait avoir de redoutables conséquences. On y vit en France une condamnation de l'action militaire en général, alors que seule avait succombé l'action militaire menée par des forces insuffisantes. On admit bien la nécessité de réparer l'échec de Constantine ; mais, pour y arriver, on considéra qu'il fallait en finir n'importe comment avec Abd el Kader : celui-ci avait de nouveau fait ravager la Mitidja par les Hadjoutes, enlevé le troupeau de la garnison d'Oran, et interdit aux indigènes d'entrer dans cette ville.

Comme il arrive en pareilles circonstances, on eut recours à des mesures mal coordonnées et favorables au désordre. A la fin de 1836, le général Damrémont fut envoyé en mission en Algérie, d'où il rapporta une condamnation formelle du système de Clauzel. Celui-ci fut rappelé, et son sévère censeur nommé à sa place (février 1837). Puis Bugeaud demanda à être chargé personnellement de régler la question Abd el Kader. Grâce à la confiance qu'il inspirait au roi, il obtint cette mission. Il devait la remplir comme il l'entendrait, par les armes ou en négociant, mais à deux conditions essentielles : l'émir reconnaîtrait la souveraineté du roi de France, son domaine serait limité à la seule province d'Oran.

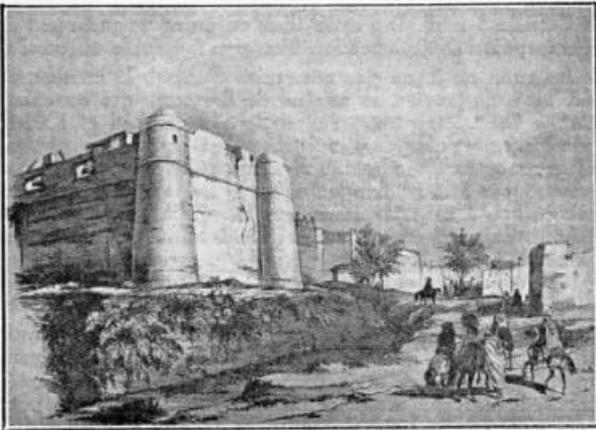
Damrémont débarqua à Alger le 3 avril 1837. Il ne connaissait rien des pouvoirs conférés à Bugeaud, qui arriva à Oran le 5 avril. Il y avait division du commandement et des responsabilités, situation bien peu favorable au succès. Bugeaud ne jugea pas nécessaire d'abord de combattre. Au mois de janvier, le général de Brossard, qui commandait à Oran, était entré en relations avec Abd el Kader, par l'intermédiaire de l'inévitable Ben Duran. Le général avait accepté de rendre 130 réguliers de l'émir capturés par nos troupes à la Sikkak (on sait que les marchandages qui eurent lieu à ce sujet amenèrent le général devant un tribunal). Bugeaud reçut à son arrivée la visite de Ben Duran présenté par de Brossard. Il crut la négociation bien engagée, et pensa que l'émir était la personnalité qualifiée pour faire régner l'ordre à l'intérieur au nom de la France.

Bugeaud fit connaître les conditions auxquelles il pouvait traiter. Abd el Kader les repoussa. D'ailleurs, comprenant mal le partage des attributions entre Bugeaud et Damrémont, il craignait un piège. Il crut même que ce dernier seul avait qualité pour s'occuper du Tittery, et il lui écrivit pour entrer en négociations. Il y avait des possibilités qu'il tenait à exploiter comme il l'avait fait auparavant avec le duc de Rovigo et le général Desmichels. Ce fut Ben Duran lui-même, inquiet pour ses avantages personnels, qui y mit un terme en prévenant Bugeaud l'accord se fit entre les deux chefs français, et Damrémont signifia à l'émir d'avoir à traiter avec Bugeaud seul.

La différence entre les instructions de celui-ci et les intentions de l'émir était trop accentuée : Abd el Kader réclamait en somme toute l'Algérie sauf Alger et Oran. Bugeaud voulut recourir à l'action militaire : il se porta sur Tlemcen, puis sur le camp de la Tafna. Mais là, il s'aperçut qu'il n'était pas en situation de poursuivre immédiatement. De plus, il lui faudrait bientôt céder une partie de ses forces destinées à l'expédition

de Constantine. De son côté Abd el Kader n'était pas prêt. Les négociations furent menées activement entre les deux camps, à partir du 24 mai. Elles aboutirent le 30 au traité de la Tafna. D'après le texte français, Abd el Kader reconnaissait " la souveraineté de la France en Afrique ". Les Français conservaient : dans la province d'Oran : Oran, Mostaganem, Mazagan, Arzeu ; dans celle d'Alger : Alger, le Sahel, la Mitidja, Blida, Koléa. L'administration de l'émir s'étendait à la province d'Oran, au Tittery, à la partie non française de la province d'Alger : interdiction lui était faite de pénétrer dans les autres parties de la Régence.

La France cédait Rachgoun, Tlemcen, avec le Méchouar (qu'Abd el Kader n'avait pas pu prendre). Le commerce était libre entre Français et Algériens, mais, avec l'extérieur, il de-



Le méchouar de Tlemcen, d'après Genêt.

vait se faire par les ports français. Aucun point du littoral ne devait être concédé à d'autres puissances sans l'assentiment de la France. L'émir achèterait à la France les armes et la poudre dont il aurait besoin. Il donnerait aux Français une quantité déterminée de blé, d'orge et de bêtes à corne.

D'après ce résumé du texte français, on voit que Bugeaud avait transgressé ses instructions sur un point : il cédait le Tittery. Selon le texte arabe, il n'avait pas mieux réussi sur l'autre point, la reconnaissance de la souveraineté de la France.

A la phrase française qui l'établissait, correspondait le très lointain équivalent arabe : « Le commandeur des Croyants reconnaît que le Sultan est grand » Quant au tribut constitué par le « don » de blé, d'orge et de bœufs, aucune garantie n'était fournie, et, pour Abd el Kader, il ne s'agissait que d'une fourniture faite une fois pour toutes. Enfin, la délimitation de la frontière orientale de la Mitidja était par trop imprécise et laissait la porte ouverte aux contestations. Bugeaud, cependant, était fier de son œuvre. Le 31 mai, il eut une entrevue avec l'émir, la seule qu'ait jamais eue un grand chef français avec lui avant sa soumission : il en remporta une impression excellente et une foi absolue dans les bonnes dispositions d'Abd el Kader.

Tout le monde n'était pas de cet avis. Damrémont tout le premier, qui dénonçait les inconvénients du traité au ministre de la Guerre. Une partie de l'opinion, sans doute impressionnée par le peu glorieux abandon de Tlemcen, le condamnait aussi. Le gouvernement du Roi Louis-Philippe le ratifia cependant le 15 juin. Pour la seconde fois, la France consolidait

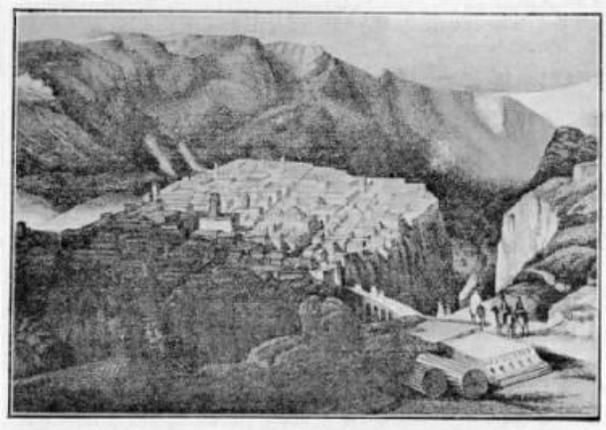
la puissance d'Abd el Kader. Quant à l'opinion indigène, elle était prête à condamner l'émir qui avait traité au lieu de combattre. Mais Abd el Kader pouvait citer des textes du Coran qui permettaient semblables tractations au musulman momentanément trop faible, qui ne renonçait à la lutte que de façon provisoire, et seulement pour se préparer à la reprendre.

On constata immédiatement les inconvénients du traité de la Tafna. Damrémont dut renoncer à l'œuvre de pacification de la province d'Alger qu'il avait entreprise non sans succès. Mais, si le traité donnait les mains libres à Abd el Kader, il les donnait aussi au gouverneur général, qui put se consacrer au règlement de la question de Constantine. L'émir n'avait aucun intérêt à s'y opposer. Il considérait que, en chassant le dernier bey turc de la Régence, les Français allaient travailler pour lui : l'éviction d'Ahmed était le second point de son programme, après la soumission du Tittery, avant l'expulsion de l'envahisseur européen.

Au mois de mai, Damrémont avait tenté d'entrer en négociations avec Ahmed sur les mêmes bases que Bugeaud avec Abd el Kader. Les hésitations du bey préservèrent la France de cette solution. Damrémont se rendit à Bône, le 23 juillet, pour prendre la direction des pourparlers. Ceux-ci n'aboutirent pas ; et le 19 août, un ultimatum du gouverneur général fut rejeté. Il fallut se préparer à la lutte. Damrémont qui, au début de l'année, était l'homme de l'occupation « restreinte, progressive et pacifique » (la formule, on le voit, date de loin), Damrémont se mit à l'œuvre.

Il reçut les renforts qui avaient été refusés à Clauzel. Il préleva des forces dans les provinces d'Alger et d'Oran, et réunit ainsi un corps expéditionnaire de 10.000 hommes pourvu d'un très puissant matériel de siège. Il en prit lui-même le commandement, voyant un des fils du roi, le duc de Nemours, parmi ses quatre commandants de brigades d'infanterie. L'expédition quitta Medjez-Amar, le 1er octobre. Le 6, elle était devant Constantine, abandonnée par Ahmed et défendue par son khalifa Ben Aïssa.

Sans prévoir un investissement régulier, Damrémont prescrivit des travaux qui, vu la nature du terrain, prirent quelques jours. Lui-même fut tué le 12 octobre, au moment où il inspec-



Vue de Constantine.

tait une batterie. Il fut remplacé par le général Valée qui était le plus ancien. Dès le lendemain, Valée ordonnait l'assaut, l'artillerie ayant pratiqué une brèche. Les zouaves se précipitèrent

en avant, conduits par Lamoricière qui fut blessé par l'explosion d'un magasin à poudre. Les autres colonnes durent engager un vif combat de rues qui se termina victorieusement. Ahmed gagna l'Aurès. Une garnison française fut installée dans la ville.

Ce succès plaça le gouvernement français devant une situation nouvelle. Bien qu'il eût réprouvé toute politique de conquête, il estimait nécessaire de conserver Constantine. Cette exigence empêcha toute entente avec Ahmed qui n'aurait accepté d'administrer le pays au nom de la France que si on lui avait rendu sa capitale. Aucun chef indigène ne parut capable de tenir sa place. Ce fut encore une circonstance heureuse : dans le cas contraire, nous aurions suscité nous-même à l'est la création d'un État qui aurait fait pendant à celui d'Abd el Kader dans l'Ouest. Nous n'avons pas eu que de la malchance dans la pacification de l'Algérie.

Valée, gouverneur général en remplacement de Damrémont, nomma un commandant supérieur de la province. Cet officier général était chargé, outre le commandement des troupes, de l'administration, et résidait à Constantine. La province était di-

visée en quatre khalifaliks (Sahel, Ferdjioua, Medjana, Sahara) administrés chacun par un khalifa indigène. C'était en somme une imitation du système établi par Abd el Kader dans la province d'Oran.

Cette organisation ne resta pas théorique. Elle fut accompagnée d'une extension effective de l'occupation : prise de Stora, fondation de Philippeville, envoi de colonnes mobiles s'installant successivement à Mila, Sétif, Djidielli. Les circonstances imposaient par leur seul enchaînement ce à quoi n'avaient pu se décider les dirigeants retenus par une partie de l'opinion française.

Au bout de sept années, la domination turque était complètement liquidée. Une méthode d'administration commençait à se faire jour. Mais cette première étape sérieuse vers la pacification était payée cher par l'installation dans la partie occidentale du pays, la plus dangereuse, puisque limitrophe du Maroc hostile, d'un pouvoir indigène étendu, fort, énergique, et que les concessions qu'on lui avait faites n'avaient rendu que plus intransigeant.
